



DELEGATION BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP 2025-11-1

Acquisition d'un Spectrofluorimètre haut débit

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique

Délégation Bretagne et Pays de Loire

Parc ALCYONE

1, rue André et Yvonne Meynier

CS 26936

35 069 RENNES CEDEX

N° SIRET: 180 089 013 06657

Ci-après dénommé le « CNRS »

et représenté par délégation de son Président, Monsieur Antoine PETIT

par la Déléguée Régionale, Madame Murielle Sinanidès

CODE NACRES CNRS :

SE.14 SPECTROFLUORIMETRES ET FLUORIMETRES (HORS LECTEURS DE MICROPLAQUES)

CODE CPV :

33114000-2 : Appareils de spectroscopie



SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE II – NATURE DU MARCHE	3
ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE IV - DUREE	3
ARTICLE V – PRIX – DELAIS - LIVRAISON	3
ARTICLE VI - OBLIGATION DES PARTIES	4
ARTICLE VII – ATTESTATIONS – DECLARATIONS	7
ARTICLE VIII – RESPONSABILITES ET ASSURANCES	8
ARTICLE IX – OPERATIONS DE VERIFICATIONS	8
ARTICLE X – PENALITES ET RESILIATION	9
ARTICLE XI – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE XII – AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE XIII – MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE XIV – GARANTIE	12
ARTICLE XV - LITIGES	12
ARTICLE XVI – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	12

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) 2025-11-1 a pour objet la fourniture par le Titulaire, conformément aux pièces constitutives du marché, d'un Spectrofluorimètre à haut débit.

Le marché est passé par la délégation régionale de Bretagne-Pays de la Loire du CNRS à la demande de l'Institut des Matériaux de Nantes – UMR 6502

ARTICLE II – NATURE DU MARCHÉ

2.1 Le présent marché est passé en application des dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Il s'agit d'un marché de fourniture soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales Applicables aux Marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) 2021.

2.3 Le code NACRES CNRS est le SE.14 SPECTROFLUORIMETRES ET FLUORIMETRES (HORS LECTEURS DE MICROPLAQUES)

ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment complétés et signés par le titulaire ;
2. le présent CCAP 2025-11-1 ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) 2025-11-1 ;
4. le Cahier des clauses administratives générales applicables aux Marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) précité ;
5. l'offre technique et commerciale du Titulaire, en réponse aux prescriptions du CCTP.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE IV - DUREE

Le marché est conclu pour une durée maximale de 5 mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE V – PRIX – DELAIS - LIVRAISON

5.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire, sur la base de la proposition financière du Titulaire annexée au présent marché et selon les phases indiquées dans l'offre financière du Titulaire.

Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée du marché. Ils comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution du marché (frais de reproduction, de déplacements, de téléphone, de transport...) et couvrent bien l'intégralité des coûts pour les tâches confiées au Titulaire dans le cadre du présent marché.

Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'exécution.

5.2 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations dans les délais indiqués à l'article 9.1 du présent CCAP.

5.3 Lieu de réalisation des prestations

Les prestations sont attendues, à une date qui aura été convenue entre les parties, à l'adresse suivante entre 9h et 12h ou entre 14h et 16h :

CNRS UMR 6502 - Institut des Matériaux Jean Rouxel (IMN)
2, rue de la Houssinière
BP 32229
44322 Nantes Cedex 3
France

ARTICLE VI - OBLIGATION DES PARTIES

6.1 Obligations du CNRS

Le CNRS désigne parmi ses agents un interlocuteur privilégié avec lequel le Titulaire peut se mettre en contact.

Le CNRS s'engage à fournir au Titulaire les éléments scientifiques nécessaires à la réalisation des prestations.

6.2 Obligations du Titulaire

6.2.1 Le Titulaire désigne un correspondant unique, le responsable projet, pendant toute la durée du marché. Ce correspondant prend en charge le suivi de l'ensemble des prestations, objet du présent marché.

6.2.2 Chaque Partie est tenue par une obligation de secret et de discrétion. Chaque Partie s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, orales ou écrites, de toute nature, techniques, financières, administratives, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'autre Partie, qui lui auront été communiquées durant l'exécution du présent marché, ou dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

6.2.3 RGPD - Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

6.2.4 RGPD – Obligations du Titulaire

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction

constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre et des marchés subséquents sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre et des marchés subséquents. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre et des marchés subséquents, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

6.2.5 Mesures de sécurité

En complément de l'article CCAG, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du Marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

6.2.6 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet des marchés subséquents.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre des marchés subséquents.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent Marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

6.2.7 Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues à l'article XI du présent CCAP.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent Accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'Accord-cadre et les marchés subséquents, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent Accord-cadre et de ses marchés subséquents ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent Accord-cadre et ses marchés subséquents.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent Accord-cadre et de ses marchés subséquents. L'exécution de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent Accord-cadre et de ses marchés subséquents, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'Accord-cadre.

ARTICLE VII – ATTESTATIONS – DECLARATIONS

Le Titulaire doit avoir satisfait pour la totalité des impôts et cotisations dus aux adresses de ses établissements, à l'ensemble des obligations prévues par le code de la commande publique. A ce titre, il s'engage à fournir au CNRS les documents attestant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales : NOTI 2 (état annuel des certificats reçus) ou liasse 3666 (volets 1,2,3,4) et l'attestation URSSAF. Faute de quoi, le présent marché ne peut lui être notifié.

Le Titulaire déclare ne pas avoir fait l'objet d'une interdiction de concourir.

Le Titulaire atteste sur l'honneur être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L143-3 et L620-3 du code du travail, concernant l'emploi régulier de salariés, en vigueur jusqu'au 30 avril 2008 et intégrés dans les articles L.3243-1, L.3243-2, L.3243-4, L.1221-13, L.1221-15, L.1221-10 du nouveau code du travail (loi du 21 janvier 2008 ratifiant l'ordonnance du 12 mars 2007 et le décret du 07 mars 2008 relatifs au code du travail) entré en vigueur le 1^{er} mai 2008.

Le Titulaire atteste sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail en vigueur jusqu'au 30 avril 2008 et intégrés dans les articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.5221-11, L.5221-8, L.8241-1, L.8241-2 du nouveau code du travail (loi du 21 janvier 2008 ratifiant l'ordonnance du 12 mars 2007 et le décret du 07 mars 2008 relatifs au code du travail) entré en vigueur le 1^{er} mai 2008, ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

ARTICLE VIII – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

8.1. Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

8.2. Assurances

Le Titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le Titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE IX – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Par dérogation aux articles 27 à 29 du C.C.A.G. /FCS les opérations de vérification seront effectuées par une personne habilitée à représenter la Personne Responsable du Marché suivant les dispositions ci-dessous.

9.1 A compter de la notification du marché, le titulaire dispose d'un délai de trois (3) mois maximum pour procéder à la livraison de l'équipement.

Dès la livraison, et dans un délai maximum d'un (1) mois, le titulaire procède à l'installation du matériel livré et sa mise en service afin de procéder aux tests de vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF¹).

Cette phase, constatée par le représentant de l'Unité, donnera lieu à un procès-verbal établi par ce dernier en présence du titulaire.

9.2 La vérification de service régulier (VSR) conduisant à la réception définitive de l'équipement débute à l'issue de la VABF.

Cette vérification est exercée par le CNRS dans un délai de 8 semaines maximum après la VABF.

¹ **VABF (Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement)**

La VABF est destinée à vérifier que les prestations livrées présentent bien les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions décrites dans le cahier des charges, les spécifications fonctionnelles, les spécifications détaillées ou les fiches modification.

A l'issue des opérations de vérification, un procès-verbal d'admission sera établi et visé par le directeur du laboratoire ou son représentant habilité.

Le procès-verbal de réception définitive (l'admission) sera nécessaire pour le paiement du solde du marché.

La VABF remplira les spécifications techniques décrites au CCTP n° 2025-11-1.

Les constatations faites par la personne publique sont consignées dans un procès-verbal. Celui-ci est signé par le CNRS ou son représentant habilité.

Le délai maximum imparti à la personne publique pour procéder à la VABF/VSR et de notifier sa décision est de **2 mois** à partir de la date de mise en service.

Si les vérifications sont positives, la personne publique procède à l'admission dans un délai de 15 jours à compter de la constatation faite, par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas contraire, elle prendra une décision d'ajournement ou de rejet des prestations conformément à l'article 30 du CCAG/FCS.

ARTICLE X – PENALITES ET RESILIATION

10.1 Par application de l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de non-respect des délais contractuels tels que définis à l'article 4 du présent CCAP, il sera appliqué au titulaire une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R$$

1000

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

En application de l'article 13.3 « Prolongation du délai d'exécution » du CCAG/FCS, le titulaire peut éventuellement bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution si une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution du marché dans un délai contractuel. Cette demande justifiée par le titulaire ne pourra être prononcée que par le pouvoir adjudicateur délégué après avis du directeur du laboratoire concerné ou son représentant habilité.

10.2 Le marché est résilié de plein droit sans indemnité, ni préavis, en cas de faillite du Titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent marché.

Les articles du chapitre 7 du C.C.A.G. /FCS sont applicables au présent marché.

ARTICLE XI – SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations au titre du marché qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par le CNRS.

Dans le cas où le Titulaire sous-traite une partie des prestations lui incombant, le Titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations (leur) incombant, notamment en terme de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis du CNRS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'accord écrit et daté du titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au sous-traitant au titre du marché.

Le point de départ du délai de paiement est fixé à la date de réception, par la Personne Responsable du Marché, de l'accord donné par le titulaire au paiement de la totalité ou d'une partie des sommes dues au sous-traitant.

ARTICLE XII – AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

12.1 – Avance

Dans les conditions de l'article R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, une avance de vingt pour cent (20%) du montant global TTC du marché peut être versée, à la notification du marché, au Titulaire, sauf renonciation de sa part indiquée à l'acte d'engagement.

Lorsque le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, au sens de l'article R. 2351-12 du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, exprimé en prix de base, atteindra soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial du marché et prendra fin lorsque ce taux atteindra quatre-vingt pour cent (80%).

12.2 – Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, dans les conditions prévues aux Articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements, ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande, sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du code de la commande publique.

ARTICLE XIII – REGLEMENT FINANCIER

13.1 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités, soit selon le calendrier ci-dessous :

- Au 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises et la facturation inter sphère publique ;
- Au 1er janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- Au 1er janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises ;
- Au 1er janvier 2020 pour les micro-entreprises.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le n° de SIRET CNRS à utiliser en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro est le SIRET n° 18008901303720 – structure CNRS (SCTD)

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée : UMR6502

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement sous format papier conformément aux stipulations de l'article 13.2 ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

13.2. Facturation papier

La facture originale doit être adressée à :
CNRS - SCTD – UMR 6502
2 rue Jean Zay
TSA2 (41002)
54519 Vandoeuvre-les-Nancy Cedex France

La facture doit comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché,
- le code division : 0901
- la désignation : Spectrofluorimètre
- le montant hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR 40180089013),
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union Européenne)
- le numéro de SIRET du titulaire.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché et du lot correspondant, le cas échéant.

L'Ordonnateur de la dépense est la Délégée Régionale – Parc Alcione – 1, rue André et Yvonne Meynier - CS26936- 35069 RENNES cedex.

Le Comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent comptable secondaire de la Délégation Bretagne et Pays de Loire du CNRS – Parc Alcione – 1, rue André et Yvonne Meynier - CS26936- 35069 RENNES cedex.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des marchés publics relatifs au nantissement est la Délégée Régionale – Parc Alcione – 1, rue André et Yvonne Meynier - CS26936- 35069 RENNES cedex.

13.3. Acomptes

Un acompte est prévu :

- 70% à la livraison
- 30% à l'admission des prestations

13.4. Modalités de règlement

La facturation des prestations est réalisée après service fait.

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement. Le dépassement du délai de paiement ouvre, de plein

droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les dispositions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du CCP.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché et du lot correspondant, le cas échéant.

ARTICLE XIV – GARANTIE

Le matériel est garanti au minimum deux (2) ans pièces et main d'œuvre à compter de la date d'admission des prestations, qui fait suite aux opérations de vérification, comme indiqué dans le CCTP 2025-11-1, qui donne lieu à la rédaction d'un PV signé du représentant du CNRS et du Titulaire, permettant de déterminer une date exacte.

Toute prolongation de garantie incluse dans l'offre de base est prise en considération.

ARTICLE XV - LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français.

La juridiction compétente pour connaître des litiges s'élevant dans le cadre du présent marché est le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE XVI – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 9 (opérations de vérifications) déroge aux articles 27 à 29 du C.C.A.G./FCS.